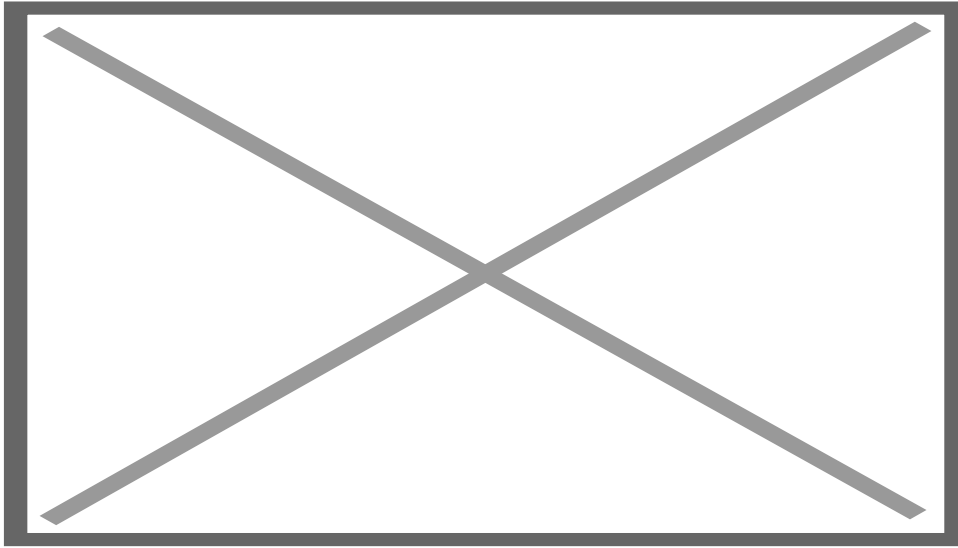


## Les Palestiniens ont été abandonnés par leurs dirigeants

### Description

Par Alaa Tartir | 24 mai 2018



Tant Israël que l'Autorité palestinienne sont en train de miner la démocratie. Seule une nouvelle génération peut apporter un changement réel.

En plus de l'occupation militaire israélienne du territoire palestinien, les Palestiniens souffrent de l'absence d'une direction légitime, ainsi que du manque de structures politiques responsables et intégratives et d'une gouvernance démocratique, efficace et transparente. Tout cela empêche les Palestiniens d'affronter les multiples niveaux d'oppression et de répression auxquels ils sont confrontés.

Inverser ce triste état de choses est un objectif inatteignable dans le système politique palestinien actuel. Pourtant c'est un prérequis pour que les générations futures des Palestiniens puissent avoir des perspectives plus brillantes.

Pour espérer réinventer le système politique, le peuple palestinien et une nouvelle génération de dirigeants doivent dénoncer les élitistes politiques actuelles qui continuent de diviser, de paralyser et de marginaliser la population. Ce processus de réinvention va au-delà du fait de dissoudre l'Autorité palestinienne (AP), la binarité Fatah-Hamas, et les cadres dictés par les Accords d'Oslo il y a 25 ans. Il requerra une plus grande représentation politique, une approche plus intégrative à la planification nationale et l'imagination pour transcender les idées dépassées et les illusions dans la vision du monde qui dominant actuellement la pensée politique des dirigeants palestiniens.

L'actuelle direction palestinienne n'est ni encline à répondre aux revendications palestiniennes, ni même intéressée par elles, parce qu'elles menacent le régime de l'AP en Cisjordanie (et celui du

Hamas à Gaza). La direction persiste donc avec ses manières autoritaires, cherchant à supprimer toutes les voix qui mettent en péril sa légitimité ou contestent son monopole de gouvernance.

Pendant la dernière décennie, de nombreuses organisations locales et internationales des droits humains ont documenté l'usage excessif de la force par les forces de sécurité palestiniennes, pour supprimer les manifestants. Il y a eu aussi des détentions pour raisons politiques, des limitations de la liberté d'expression, de la participation politique et de la mobilisation, ainsi que de la surveillance, des actes de torture et de graves violations des droits humains en réponse au militantisme politique dans les rues ou les médias sociaux.

Les manifestations récentes sur la frontière de Gaza et les affrontements à Jérusalem pendant l'été 2017 doivent être compris dans ce contexte. La frustration par rapport au statu quo, l'absence de perspectives futures et des conditions de vie désastreuses ont conduit à la confrontation près de la barrière militaire de la Bande de Gaza ; les politiques de colonies israéliennes explicites destinées à renforcer la population juive dans Jérusalem-Est ont conduit aux affrontements qui y ont eu lieu ; et la répression à la fois par Israël et par l'AP a conduit à la répression en Cisjordanie. L'action collective palestinienne aujourd'hui est une expression de répression à la violence de l'occupant israélien, mais aussi aux dirigeants palestiniens.

Il n'est donc pas surprenant que les tensions aient augmenté après la rencontre de l'OLP du 30 avril. Bien que beaucoup de Palestiniens à cause du rôle historique de l'OLP pour amener la lutte palestinienne à une phase globale continuent à idéaliser l'organisation comme « le seul représentant légitime du peuple palestinien » que ce soit à, les Palestiniens ont aussi vu en direct la télévision, comme le dit un jeune de Gaza, « quel point cette organisation et ses institutions sont pourries ». Il ajoute : « Quand le dernier espoir s'évapore ! vous faites un soulèvement pour être entendu, être vu, être reconnu ».

Pour la jeune génération, la réaction à la frustration a été d'organiser et de mobiliser.

Comme un autre jeune militant de Gaza le souligne, « Nous avons vu pendant l'été 2017 à Jérusalem et maintenant nous le voyons à Gaza. Même si ces cycles d'affrontements ne durent pas ! seul le peuple pas les dirigeants politiques » changera le déséquilibre de pouvoir entre les colonisateurs et les colonisés. »

Une troisième jeune militante de Gaza le souligne avec colère : « C'est nous, le peuple, la future génération, les jeunes et pas le Hamas qui sommes en train de manifester ». La lutte, de son point de vue, est « une des résistances populaires contre toutes les formes de contrôle et de domination, qu'elle soit palestinienne, israélienne, égyptienne ou n'importe quelle autre ». Nous en avons assez du modèle top-down [=du sommet vers la base] qui crée seulement des dictateurs et des élites VIP qui nous causent des préjudices ».

Il est clair qu'il y a un nouveau point d'entrée pour des dirigeants en herbe : un militantisme local, bottom-up [=de la base vers le sommet], qui engendre des dirigeants attachés à leurs cercles sociaux et liés aux combats quotidiens des gens plutôt qu'une élite distante et lointaine dans leurs beaux bureaux à Ramallah.

Les manifestations de Gaza sont le produit de cette colère de la base. Israël a cherché à déformer l'implication du Hamas dans les manifestations à la frontière de manière à criminaliser et à discréditer les manifestants. Bien que le Hamas ne soit pas l'organisateur de la manifestation, il est directement et indirectement impliqué en tant qu'un des acteurs principaux gouvernant Gaza. Il est vital de reconnaître que le Hamas est partie intégrante de la scène politique palestinienne indépendamment des dommages qu'il cause (tout comme le Fatah) à la lutte palestinienne pour la liberté et indépendamment aussi de

---

ses stratégies, de sa vision ou de ses principes idéologiques. Le Hamas a simplement fait ce que tout autre parti politique ferait : instrumentaliser ces manifestations pour un gain politique.

Les manifestations de Gaza portent fondamentalement sur les droits incontestables et reconnus internationalement du peuple palestinien comme un tout. Beaucoup d'acteurs politiques autres que le Hamas ont participé à ces manifestations, ce qui montre qu'il y a une nouvelle génération non factionnelle de dirigeants : une leçon que le Fatah et le Hamas feraient bien d'apprendre.

Même si les manifestations se terminent bientôt, la communauté internationale a appris une leçon : que les revendications des Palestiniens ordinaires devaient être prises au sérieux. Ce n'est pas seulement à cause du tragique nombre de victimes, mais aussi parce que les acteurs internationaux comprennent qu'un mouvement social palestinien authentiquement bottom-up pourrait déstabiliser et menacer le statu quo : un statu quo dont la majorité des acteurs sont satisfaits.

Pour qu'une future génération de dirigeants palestiniens parvienne un jour à gagner de l'influence, ils ne peuvent pas simplement critiquer et maudire le statu quo. Ils doivent être pro-actifs, avoir une vision spécifique du futur et rendre cette vision opérationnelle par des actions concrètes et atteignables. Changer la politique requiert de faire de la politique et changer les règles actuelles du jeu requiert de jouer le jeu. Ce sera un processus complexe et confus, mais les futurs dirigeants palestiniens ne seront visibles que s'ils forment de nouvelles factions politiques, font entrer des listes conduites par des jeunes aux élections, établissent une culture de la responsabilité et créent un « gouvernement fantôme » [à la manière du parti d'opposition au Royaume-Uni] mené par des jeunes qui s'engage dans un débat à l'échelle de la nation sur les priorités du peuple palestinien.

« Vous avez quelque chose dans ce monde, alors levez-vous pour lui », dit un jour l'activiste palestinien et militant politique Ghassan Kanafani, qui fut assassiné par le service de renseignement israélien du Mossad. C'est ce que font précisément les Palestiniens à Gaza, à Haïfa, à Jérusalem : se lever pour la justice, la liberté, la dignité et l'auto-détermination, en tant que valeurs fondamentales. Les forces qui combattent ces valeurs le plus souvent sous le prétexte de la sécurité doivent être tenues responsables jusqu'à ce qu'elles soutiennent la paix et la justice. C'est seulement alors que nous pourrions parler d'un avenir palestinien prospère et pacifique.

**Alaa Tartir** est conseiller de programmes à Al-Shabaka: The Palestinian Policy Network; il est chercheur associé au Centre sur le conflit, le développement et la conciliation à Genève ; et professeur invité à la Paris School of International Affairs, Sciences Po.

Traduction : CG pour l'Agence Média Palestine

Source : [Foreign Policy](#)

**date créée**  
2018/05/26